

# Révision de la loi de 1905 : l'unité laïque en marche contre

Les associations laïques se sont réunies au siège de la **Ligue de l'Enseignement** le jeudi 22 novembre 2018. La **Fédération nationale de la Libre Pensée** était naturellement présente.

Les associations présentes ont élaboré et adopté le communiqué suivant :

\* \* \*

## Non à la révision de la loi de 1905!

Des projets de révision de la Loi de 1905 seraient à l'étude. S'il s'agit de mieux encadrer des dérives intégristes mettant en cause les principes et valeurs de la République, le titre V de la loi, intitulé *Police des cultes* fournit l'arsenal juridique suffisant. S'il s'agit de financer les cultes de quelque manière que ce soit, on entrerait alors dans une procédure concordataire que la loi de 1905 avait précisément pour but d'abolir.

Les Organisations laïques soussignées, réunies le jeudi 22 novembre 2018 à Paris, mettent en garde contre toute modification de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905, quelles qu'en soient les voies. Cette loi est un pilier fondamental de la République. Pour assurer à chaque citoyen la liberté de conscience, elle a instauré un juste équilibre entre la garantie du libre exercice des cultes et la neutralité confessionnelle de l'Etat.

Les organisations signataires rappellent donc solennellement l'intangibilité des principes solidairement posés par la loi :

**Article 1** La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

**Article 2** La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.

Elles demandent, par-delà les débats inutiles que suscitent ces projets de révision, que soit déjà et complètement appliquée la loi.

**Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Actives (CEMEA) ,**

**Conseil National des Associations Familiales Laïques**

**CNAFAL**

**Fédération des Conseils de Parents d'Elèves - FCPE**

**Fédération Française de l'Ordre Maçonnique Mixte International « Le Droit Humain »**

**Fédération Générale des Pupilles de l'Enseignement Public**

**Fédération nationale de la Libre Pensée**

**Francas**

**Fédération Syndicale Unitaire FSU**

**Ligue des Droits de l'Homme**

**Ligue de l'Enseignement**

**Mouvement Français pour le Planning Familial**

**SE UNSA**

**SI-EN UNSA Education**

**SNPDEN**

**Solidarité Laïque**

**Syndicat de l'Education Populaire-UNSA**

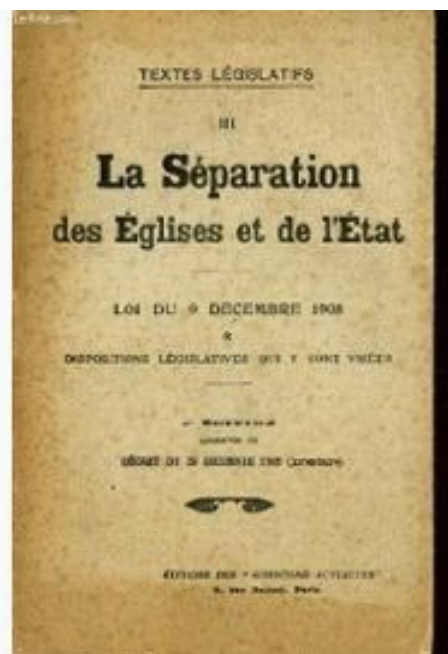
**Union des Familles Laïques – UFAL**

**Union Rationaliste**

**UNSA Education**

**Débats Laïques**

**Libres Mariannes**



\* \* \*

Certaines autres associations n'ont pas souhaité signer ce communiqué. D'autres ne l'ont pas pu, car elles n'ont pas été sollicitées. Seule l'urgence de la situation et le poids des rapports anciens entre associations expliquent ce décalage, qui sera résolu prochainement.

## *La défense de la laïcité est l'affaire de tous*

Nous publions en pièces jointes la déclaration de la Fédération FO de l'enseignement (**FNEC FP FO**) et celle de la Fédération CGT de l'enseignement (**FERC-CGT**) sur le projet de destruction de la loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat par **Emmanuel Macron**. Ces déclarations, par leur netteté, se passent de tout commentaire.

La **FNEC FP FO** et la **FERC-CGT** sont à nos côtés pour défendre la loi de 1905.

La **Libre Pensée** appelle tous les laïques et leurs associations à se retrouver le week-end prochain (date anniversaire de l'adoption de la loi de 1905) à se retrouver ensemble devant les préfectures dans tout le pays pour dire :

## *Ne touchez pas à la loi de 1905 !*

Des rendez-vous ont été demandés aux préfets des différents départements. Certains ont déjà répondu positivement. Il serait incompréhensible que la voix laïque qui monte dans tout le pays contre la remise en cause de la laïcité ne soit pas entendue par des Préfets qui refuseraient d'entendre les doléances des citoyens et citoyennes attachés à la démocratie.

Paris, le 28 novembre 2018

